

LE DEBAT NATIONAL DU SNUI SUR

Lancé dès le début du mois de septembre, le débat national sur le contrôle fiscal initié par le SNUI entre désormais dans sa deuxième phase : la préparation de la synthèse nationale, laquelle sera suivie du colloque, le 16 décembre, en présence d'invités extérieurs sur le thème suivant : «Quelle lutte contre la fraude fiscale demain ?».

La synthèse donnera lieu à une publication qui sera envoyée aux adhérents, à la presse ainsi qu'aux responsables administratifs et politiques de la sphère «budget et économie».

Une certitude : le contrôle traverse une crise grave Une évidence : les agents n'en peuvent plus

UN PREMIER OBJECTIF ATTEINT

La première phase du débat national s'achève et elle a consisté en un véritable Tour de France des sites, des départements, des régions. Elle a été marquée par une participation impressionnante.

De très nombreux agents venus de toute la sphère du contrôle fiscal : FI, secteurs d'assiette, DFE, ICE, SIE, BEP, BCR, BDV, brigades de vérifications DIRCOFI, se sont rassemblés pour débattre quelques heures, une journée ou deux jours selon les endroits.

Chacun a pu témoigner, constater, proposer. C'était là le premier objectif que le SNUI s'était fixé : donner la parole à tous les acteurs de la sphère contrôle, aux techniciens de la lutte contre la fraude, eux qui tous les jours vivent la réalité du terrain. Qui mieux que ces agents pouvait parler de la mission, de son évolution, des difficultés d'exercice, de la gestion du contrôle ?

Le SNUI n'était jusqu'ici pas dépourvu d'argumentaire sur ce point sensible mais, forcément, après une telle opération, il a encore renforcé le bien-fondé de ses expressions.



Rennes : beaucoup d'inquiétude sur les futures structures du contrôle

DES ÉCHANGES PASSIONNÉS ET PASSIONNANTS

Ce qui frappe en tout premier lieu, c'est l'attachement des agents à leur travail et leur technicité. Compte tenu d'un état des lieux dressé de façon extrêmement sévère, la conscience professionnelle et, souvent, la solidarité entre agents expliquent pourquoi des résultats sont encore (pour combien de temps ?) au rendez vous.

Mais très vite ressort le ras le bol généralisé vis-à-vis des conditions d'exercice fortement dégradées.

Ras le bol du culte de la statistique ! ras le bol des outils de pilotage dévoyés ! ras le bol du règne de la suspicion ! ras le bol du manque de soutien ! ras le bol de la prégnance du recouvrement ! ras le bol de la formation professionnelle sacrifiée sur l'autel de la rentabilité ! ras le bol des objectifs incontournables quelles que soient les circonstances ! ras le bol de la scandaleuse insuffisance des remboursements de frais !



Vesoul : le pilotage du contrôle au coeur des débats.

LE CONTROLE FISCAL VA FAIRE DU BRUIT !

LA RÉALITÉ DU TERRAIN : ON MARCHE SUR LA TÊTE !

Point n'est besoin ici d'anticiper une synthèse qui appartient aux participants à la tout prochaine commission nationale élargie.

Retenons cependant pour l'instant un ensemble de «petites phrases» qui résument assez bien le ressenti des agents et l'état actuel inacceptable dans lequel se trouve le contrôle fiscal.

Les mots employés, à y regarder de près, sont alarmants.

- «Je passe plus de temps à me justifier qu'à vérifier».
- «On ne prend plus d'initiative en raison du flicage sur les applications informatiques».
- «On passe le moins de temps possible en vérif pour ne pas faire rougir les indicateurs».
- «Ils sont prêts à abandonner des points donnant lieu à des pénalités de bonne foi pour augmenter la part du répressif».
- «On revient régulièrement dans les mêmes entreprises qui ont donné lieu à redressements pour éviter de perdre du temps sur des points plus complexes dans des entreprises peu vérifiées».
- «Il faut chiffrer le redressement à priori - et sans être allé sur place - pas la peine de proposer une fiche qui risquerait de faire baisser la moyenne».
- «Je n'ai pas choisi ce métier pour faire de la statistique».
- «Les chefs de services ne sont plus techniciens, mais managers».
- «Les dossiers sont vides et les applications informatiques incomplètes».
- «Vu qu'ils ont été délaissés pour des raisons de rentabilité du contrôle fiscal, les régimes micro, les SCI, ont de beaux jours devant eux».
- «Trichez jusqu'à 10.000 euros et on ne viendra pas vous embêter».
- «Les contribuables n'ont plus aucun respect pour nous, ça fait longtemps qu'ils ont compris nos faibles moyens et le peu de considération de notre hiérarchie pour ses agents».
- «Non seulement on est méprisé, non seulement on est mal payé, mais en plus à chaque déplacement on y est de notre poche».
- «Il faut nous donner les moyens de lutter contre la grande fraude qui se diversifie et se délocalise».

Ça ne peut plus durer, ça ne va pas durer !

Aucune des grandes directions visitées, aucune des régions, aucun des départements ne sont épargnés par ce phénomène de ras le bol. La solidarité entre collègues, la mutualisation des connaissances pour sauver les apparences, le surplus de travail pour compenser le manque d'effectifs, tout cela a des limites.

Le 7 octobre dernier et sur des sujets largement partagés par l'ensemble des acteurs du contrôle fiscal, la DNEF tirait la sonnette d'alarme, un agent sur deux était en grève.

Nous disons dès aujourd'hui que compte tenu du nombre d'agents présents dans nos débats locaux et compte tenu de ce qu'ils ont dit, notre opération constitue un début d'action collective.

L'alerte est donnée. Deux solutions s'offrent désormais à l'administration : souffler sur les braises ou essayer d'éteindre l'incendie.

Tous les ingrédients nécessaires à un embrasement général et durable de la sphère «contrôle» sont réunis. Tous les éléments d'affichage extérieur démontrant les aberrations du système et l'iniquité du contrôle entre les différents contribuables sont rassemblés. Il convient très vite pour le pouvoir politique et l'administration de dépasser le stade des discours volontaristes et des opérations de communication.

